



HAL
open science

De la production des connaissances à leur mise en oeuvre dans les programmes d'actions

Catherine Moret

► **To cite this version:**

Catherine Moret. De la production des connaissances à leur mise en oeuvre dans les programmes d'actions. Sciences Eaux & Territoires, 2019, 10.14758/SET-REVUE.2019.4.07 . hal-03995107

HAL Id: hal-03995107

<https://hal.inrae.fr/hal-03995107>

Submitted on 17 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Témoignage

De la production des connaissances à leur mise en œuvre dans les programmes d'actions

Comment les techniciens et les gestionnaires perçoivent et s'emparent des connaissances produites par les scientifiques ? Est-ce que ces connaissances guident leurs actions ? Comment se fait l'interface entre ces deux communautés d'acteurs ? Pour Catherine Moret, responsable du service des milieux aquatiques, bocage et protection contre les inondations de Lannion-Trégor Communauté, répondre à ces questions fait appel à trois points de débat en lien, car ils font une boucle dans le déroulement de l'action.

Besoins de connaissances pour éclairer les programmes et les politiques publiques

Notre métier en tant que gestionnaires est de construire des projets, des programmes d'actions, d'aider à l'élaboration des politiques publiques. Les connaissances apportées par les scientifiques sont alors indispensables et constituent la base pour orienter les actions, argumenter les besoins et les idées et légitimer les problématiques. En effet s'il n'est plus à démontrer l'intérêt du bocage pour différentes fonctionnalités (amélioration de la qualité de l'eau, protection contre l'érosion des sols, préservation de la biodiversité) qui justifient les politiques publiques en faveur de son maintien et de sa reconstitution, les données scientifiques nous aident à quantifier les programmes et les actions. Grâce aux données issues des suivis *in situ* et des modèles, nous pouvons simuler l'impact des mesures proposées sur le terrain et ainsi négocier les moyens pour les mettre en œuvre.

Par exemple, afin de définir des règles d'aide à la décision pour les acteurs d'un territoire dans le cadre de projet d'aménagement du bocage (classement du bocage dans le cadre des PLU¹, mise en œuvre de la BCAE² et dérogations de déplacement), il est important de s'appuyer sur des bases scientifiques pour définir les haies et les densités à préserver au cas par cas, pour convaincre les agriculteurs des décisions à prendre. Dans ce cadre, sur le volet eau, le travail de synthèse sur les zones tampon réalisées par Irstea et l'Agence française de la biodiversité (AFB) est un outil très intéressant³ (voir aussi l'article de Carlier *et al.*, pages 66-71 de ce numéro).

1. PLU : plan local d'urbanisme.

2. La conditionnalité des aides financières de la Politique agricole commune comporte des exigences relatives à de bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE), que l'agriculteur doit respecter sur les surfaces, animaux et éléments sur lesquels il a le contrôle.

3. <https://www.afbiodiversite.fr/index.php/fr/actualites/un-nouveau-guide-pour-aider-implanter-des-zones-tampons-en-contexte-agricole>

Nécessité de transfert avec une adaptation indispensable aux besoins des acteurs

Il est souvent compliqué pour les techniciens de prendre de la distance, d'analyser de manière critique des projets conduits. Il est très difficile de trouver du temps pour réaliser un travail bibliographique approfondi, de se l'approprier afin d'en avoir une analyse opérationnelle. Or il semble important de s'appuyer sur les gestionnaires pour vulgariser les résultats scientifiques, car ce sont eux qui sont au quotidien au contact des acteurs.

Trouver les bons dispositifs favorisant le transfert des connaissances acquises est donc indispensable pour éviter d'aller dans le mauvais sens ou de rencontrer des échecs de résultats qui pénaliseront les programmes futurs.

Les premiers moyens sont évidemment les temps de la formation (initiale et continue), mais aussi le travail en réseau qui par les échanges et les expériences aident à traduire les éléments scientifiques dans la mise en œuvre des actions.

Les journées techniques dans les réseaux permettent de partager le savoir. Dans ce cadre et en s'appuyant sur la synthèse bibliographique de Michael Le Bihan de l'AFB sur les cours d'eau de têtes de bassin versant (Le Bihan *et al.*, pages 60-65 de ce numéro), des temps de formation allant de la diffusion de la connaissance à son application opérationnelle ont été élaborés dans le réseau de l'Association des techniciens des bassins versants (ATBVB) en Bretagne. Ils ont permis la diffusion rapide de l'enjeu que représente ces zones dans les bassins versants, de la nécessité de mettre en place des actions de restauration de ces milieux et des techniques pour y arriver.

Mais une autre solution efficace, autant pour les scientifiques que les techniciens, est la construction de projets de recherche participative. En effet, ces projets permettent de valoriser immédiatement les connaissances, en testant et en validant les modèles, en les valorisant,

pour apporter de la donnée adaptée au territoire, voire en co-construisant des outils opérationnels diffusables.

Par exemple, la démarche Territ'Eau⁴ a été développée au sein d'une structure de transfert technologique, le Groupement d'intérêt scientifique Agro-transfert Bretagne créé entre l'Inra et la Chambre régionale d'agriculture de Bretagne. Territ'eau est un ensemble d'outils à destination des étudiants et ingénieurs du développement pour mieux prendre en compte les pratiques agricoles et l'aménagement de l'espace rural dans la gestion de la qualité des eaux superficielles. Ils permettent la diffusion des connaissances scientifiques, le diagnostic de terrain et la préconisation de solutions d'atténuation des problématiques. Territ'eau s'adresse à la fois au territoire de l'exploitation agricole et à celui de la gestion de l'eau par une collectivité à l'échelle de bassins versants de taille moyenne (10-100 km²), correspondant à de nombreuses opérations d'aménagement. Le diagnostic conduit du champ et de sa bordure à l'analyse globale de la mosaïque paysagère et des activités sur le territoire, avec notamment l'implication des acteurs finaux (agriculteurs, agents communaux...).

Ou encore, un projet de recherche action en co-partariat entre l'Inra, la Fédération des chasseurs des Côtes d'Armor et Lannion Trégor Communauté est en cours de réalisation afin d'appréhender la biodiversité liée au bocage et le rôle que celui-ci joue pour son accueil à plusieurs échelles. L'implication des acteurs du territoire, l'acquisition de données pour créer un référentiel et la création de méthodes et d'outils terrain transposables sont au cœur de ce projet. Les livrables seront la création d'une méthodologie pour accompagner les communes dans la prise en compte de la trame verte et bleue dans les documents de planification en se basant sur des données et des indicateurs communs à tout le territoire et l'élaboration d'un outil de diagnostic et d'évaluation de la biodiversité des haies d'une exploitation agricole dans son paysage et des éléments d'amélioration par la gestion.

Cependant ces démarches ne sont pas si simples à mettre en place. Il faut tout d'abord mobiliser des financements adaptés qui passent très souvent pas des appels à projet ciblés (par exemple du Fonds européen de développement régional recherche avec le co-financement du contrat nature de la région Bretagne).

Il est aussi nécessaire d'apprendre à travailler ensemble entre chercheurs et opérateurs alors que nous n'avons pas les mêmes attentes vis-à-vis des projets, pas la même temporalité sur l'obligation d'obtention des résultats et pas les mêmes niveaux d'exigences dans la précision de la donnée (faire changer les pratiques nécessitent quelquefois de simplifier les résultats pour une nécessaire obligation d'appropriation par les acteurs).

Apprendre à se comprendre et à se connaître demande quelquefois d'être accompagné. C'est ainsi le rôle du Centre de ressources et d'expertise scientifique sur l'eau en Bretagne (CRESEB). Partant du constat que les acteurs de la gestion intégrée de l'eau au centre de l'action doivent développer une approche transversale de la pro-

blématique mais sont également producteurs de connaissances pratiques et que parallèlement, beaucoup de travaux de recherche sont en cours ou achevés en Bretagne, une volonté régionale de partage de la connaissance et de coopération s'est développée entre gestionnaires et scientifiques. Ainsi la communauté des acteurs bretons a décidé de créer le CRESEB.

Co-construction d'outils opérationnels avec la capitalisation des données collectées

Appliquer les modèles issus des travaux scientifiques tels quels est souvent impossible. Les outils de diagnostic et d'actions opérationnels issus des connaissances scientifiques doivent être simples à mettre en œuvre et pas trop chronophages. Les enjeux sont de sensibiliser, de vulgariser et de permettre aux acteurs de s'approprier les résultats. Ces outils doivent rester accessibles à tous les gestionnaires (open data, mise en place de formations pas trop coûteuses) et reconnus par les financeurs pour leur mise en œuvre.

Le diagnostic de parcelles à risque de transfert multi-polluants – DPR2 adapté au contexte breton (voir l'article de Sylvie Guiet, pages 40-41 de ce numéro), élaboré par un comité d'experts associant les chambres d'agriculture de Bretagne et l'Inra, repose sur une évaluation des risques de transfert de chaque parcelle, sur un classement des molécules et, si besoin, sur des propositions d'aménagement de parcelles ou de changement de pratiques. Il est labellisé Ecophyto Bretagne et reconnu par le Conseil régional de Bretagne et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne. Cet outil très opérationnel permet d'établir un diagnostic de la circulation de l'eau et des polluants associés vers les cours d'eau sur une exploitation. À partir de ce diagnostic, l'agriculteur par une appropriation rapide des risques (code couleurs des parcelles) peut mettre en œuvre des actions efficaces pour réduire l'impact de ses pratiques sur l'environnement.

Mais pour être efficace ces outils doivent être utilisés sur une durée suffisamment longue pour favoriser leur appropriation et donc leur utilisation par les acteurs. Ainsi le DPR2 est issue d'une méthode établie par le CORPEP⁵ en 1998 qui après une application massive sur les bassins versants bretons a été mise de côté avant d'être relancée récemment. Par ailleurs, l'ensemble du travail réalisé sur cette période n'a pas fait l'objet d'une saisie des informations recueillies dans une base de données collective géoréférencée.

Or la capitalisation de la donnée (ce qui veut dire se mettre d'accord très en amont sur les bases de données, les collectes, les rendus !) est essentielle. Les données produites par les gestionnaires et les connaissances acquises constituent des supports de données permettant d'enrichir la connaissance et d'aider les scientifiques dans leurs recherches. Ainsi la boucle est bouclée avec la production de connaissances ! ■

L'auteur

Catherine MORET

Lannion-Trégor Communauté, Direction Environnement,
1 rue Monge, CS10761, F-22307 Lannion Cedex, France.

✉ catherine.moret@lannion-tregor.com

4. Outil web : https://agro-transfert-bretagne.univ-rennes1.fr/Territ_eau/

5. Cellule d'orientation régionale pour la protection des eaux contre les pesticides.